

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, notamment sur la stratégie commune des Européens avant le Sommet du G20 de Washington sur les conséquences de la crise financière internationale, à Bruxelles le 7 novembre 2008.

LE PRÉSIDENT - Cette réunion avait pour objet de définir une stratégie commune, une position commune, un corpus de convictions commun, des Européens avant le Sommet de Washington du 15 novembre qui portera sur les conséquences qu'il convient de tirer de la crise financière sans précédent que le monde a connue. Cette réunion informelle a permis un très large débat, un très large tour d'horizon. Quasiment tous les états ont pris la parole et je puis dire qu'il y a une position commune assez détaillée de l'Europe avant le sommet de Washington. Nous défendrons une position commune en Europe, une vision de l'Europe pour la refondation de notre système financier. Tous les pays sont d'accord avec cette nécessité. Tous sont d'accord avec l'exigence, - les mots ont un sens - de décision forte, ambitieuse, opérationnelle, au Sommet de Washington qui ne doit pas être une réunion simplement pour échanger ou pour analyser les causes de la crise. Nous devons, dès le Sommet de Washington, apporter des réponses à la crise financière. Ces réponses, vous les trouverez dans le texte assez détaillé que la Présidence a présenté sur la nécessité de la transparence, sur les modifications des normes, sur le nécessaire combat des paradis fiscaux, sur la fin des notions de hors bilan pour les banques, sur la nécessité que toutes les institutions financières soient supervisées ou contrôlées, sur la question des agences de notation, sur la question du courttermisme. C'est-à-dire cette folie du court terme qui ne s'apparente qu'à de la spéculation alors que nous voulons que nous réfléchissions, en matière économique, sur le moyen et sur le long terme pour privilégier un capitalisme d'entrepreneurs. Quelles que soient les différences autour de la table, nous nous sommes mis d'accord sur le texte qui vous sera distribué. Ce texte a fait l'objet d'un consensus. Alors, certains, selon leur sensibilité, sont plus ou moins insistants sur tel ou tel domaine. Nous ne voulons pas passer d'une absence de réglementation à trop de réglementation mais nous voulons changer la règle du jeu financier.

Cela c'est le socle. L'Europe ira donc à Washington avec la volonté de défendre une ligne, celle de la transparence et de la refondation.

Deuxième point d'accord : l'inquiétude de tous les états européens devant la gravité de la situation économique et tous, je dis bien tous, sont convaincus de la nécessité de prendre des initiatives économiques après les initiatives financières. Tous sont d'accord pour demander à la Commission de proposer une stratégie économique dès le sommet - celui-là formel de décembre - et tous sont d'accord sur la nécessité absolue d'une coordination des politiques économiques en Europe. Les mots ont un sens. Coordination ne veut pas dire que l'on doit tous faire la même chose car notre situation n'est pas pour tous la même, mais que nous devons aller dans la même

chose car notre situation n'est pas pour tous la même, mais que nous devons aller dans le même sens : coordonner nos politiques économiques comme nous avons coordonné nos politiques financières. C'est la volonté des 27 états. C'est la décision que nous avons prise aujourd'hui. Voilà, c'était une discussion extrêmement riche, longue, près de 3 heures et ½, intense, inhabituelle, informelle donc extrêmement libre, mais qui a permis de dégager un corpus pour une position européenne. Je voudrais, avant de laisser la parole à José-Manuel, après lui avoir souhaité bon anniversaire, il n'a pas encore 50 ans naturellement mais enfin l'organisme qu'il préside fêtait ses 50 ans. Chacun est complaisant à sa manière... Je voudrais dire que j'ai eu l'occasion, hier, d'évoquer le Sommet de Washington avec le Président BUSH, très en détail, pour lui dire que nous voulions des décisions ambitieuses et opérationnelles et que je ferai tous mes efforts avec le Président Barroso pour que l'Europe ait une position commune, qu'il ne fallait pas voir cela comme une agressivité à l'égard de qui que ce soit, qu'il ne fallait pas voir cela comme un risque de rigidité de l'opposition. Ce n'est pas un mandat impératif puisque c'est un conseil informel mais qu'il fallait désormais s'habituer à une novation politique : l'Europe politique parle d'une même voix et que chacun devait prendre conscience de cette nouveauté. Et je me suis, avant le Conseil, entretenu plus particulièrement de ces questions avec Gordon Brown. Nous nous trouvons, ce qui n'étonnera personne, sur la même ligne. Je veux encore rendre hommage à la créativité et à l'apport de Gordon. Avec Angela Merkel avec qui je veux dire que nous partageons exactement le même point de vue sur la préparation du Sommet de Washington et sur les conséquences à en tirer £ et avec Jean-Claude Juncker avec qui nous avons constaté une très grande convergence de vues également et qui a d'ailleurs été confirmée par la prise de paroles de Jean-Claude Juncker dans le cadre de ce sommet. Et puis j'ai évoqué également le sommet, ne serait-ce que par courtoisie et puis parce que c'est important avec le Président élu, Barack Obama, pour lui indiquer dans quel état d'esprit nous, les Européens, nous allions au Sommet de Washington. Cela me semblait important puisque comme, de toute façon £ il y aura un autre sommet, au minimum. Et chacun le comprend bien, il ne m'appartient pas de décider, enfin de savoir, quelles sont les conclusions de la rencontre entre le Président Bush et le Président Obama lundi. C'est le problème des Américains de voir comment ils sont représentés mais, de toute façon, vraisemblablement le second sommet sur la gouvernance mondiale et sur la suite de ce qu'il conviendra de tirer de Washington aura lieu avec le Président Obama. Il était tout à fait normal que nous en parlions et j'ai eu cette conversation à 22h00 hier soir assez en détail avec le Président Obama. Il était tout à fait normal que les Européens expliquent quelles seront leurs positions.

JOSE MANUEL BARROSO - Pour respecter la diversité linguistique, notamment la langue minoritaire, je vais m'exprimer en anglais. Pourquoi pas ? Je verrai pour les questions. L'Europe va faire passer un message commun, clair, fort lors de la réunion de Washington. A l'unisson avec le Président Sarkozy, je représenterai les intérêts communs des 27 états membres de l'Union européenne. Nous avancerons des propositions concrètes avec nos partenaires nationaux sur la base des termes de référence qui a fait l'objet d'un accord aujourd'hui complet, total portant sur ces termes de référence qui vont être distribués dans fort peu de temps. De tels termes de référence sont extrêmement importants. Une fois de plus, j'aimerais rendre hommage au rôle du Président Sarkozy qui a réussi à dégager un consensus autour de termes de référence. J'ai l'intention de continuer à travailler avec lui ainsi qu'avec la Présidence tchèque de manière à pouvoir continuer à travailler sur la base qui aura été bâtie. La réunion de Washington ne peut pas se permettre l'échec. Cela a été un des messages dans la discussion d'aujourd'hui. Il faut que cette réunion soit une véritable réunion historique, que l'on ne se mette pas d'accord sur les principes généraux mais que l'on accouche également de décisions concrètes. En dehors des questions purement financières, nous nous sommes également mis d'accord - ce qui a également son importance - sur le fait que les réformes du système financier international doivent, dorénavant et déjà, pouvoir intégrer l'ensemble des grands défis de ce début du 21ème siècle, défis que nous sommes décidés à relever : sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté, lutte contre le changement climatique et promotion d'échanges commerciaux libres grâce à une conclusion rapide et couronnée de succès des négociations. Je crois que c'est extrêmement important à

comprendre, à souligner. Il faut bien comprendre qu'il s'agit ici de système financier, c'est vrai, mais finalement ce dont il s'agit ici, c'est de lancer un processus de réformes de la gouvernance mondiale où, ensemble, nous, Européens, proposerions véritablement au reste du monde certains principes communs, certaines règles communes qui permettront de prendre à bras-le-corps ces grands défis globaux : commerce, développement et également lutte contre le changement climatique.

Nous nous sommes mis d'accord également - et là-dessus, l'accord fut unanime - pour dire qu'il faut aller au-delà de la crise financière, pour aller vers la crise économique. C'est la raison pour laquelle je me réjouis d'avoir constaté le soutien apporté aux thèses développées par la Commission sur le besoin d'aller vers une réponse européenne coordonnée. Vous savez, la semaine dernière, nous en avons déjà parlé après notre réunion. Après cette réunion, nous avons mis en avant certains concepts à caractère général portant sur un cadre européen général qui allait de la crise financière jusqu'à la reprise économique. Et nous avons, à présent, reçu un mandat clair qui est celui d'avancer des propositions claires lors de la réunion du mois de décembre qui porterait sur l'économie réelle. Or, l'idée que nous nourrissons, et ceci en travaillant de concert avec la Présidence française et avec l'ECOFIN, est que nous avons l'intention déjà d'explorer les possibilités qui permettraient de se prévaloir des synergies entre la dimension européenne et mondiale. Les conclusions sont également très claires de ce point de vue-là également. Le sommet européen nous a demandé à nous, Commission, de présenter une stratégie européenne sur la base de la stratégie de Lisbonne ainsi que sur le Pacte de stabilité et de croissance, comprenant des principes d'action ainsi que des mesures bien particulières qui nous permettront de faire face au ralentissement économique et de maintenir la croissance et l'emploi. Ceci est d'une importance essentielle et c'est notre tâche la plus immédiate. Voilà, je me réjouis donc grandement des résultats de ce sommet et je pense que le Président SARKOZY et la Présidence française, une fois de plus, ont largement contribué à cette idée des plus importantes. C'est-à-dire que l'idée est beaucoup plus forte lorsque nous pouvons agir de manière unie. C'est important pour nous, ici, en Europe, pour nos concitoyens mais je pense que cela pourrait également être important pour le reste du monde. Et il y a, à partir de là, une possibilité réelle en travaillant avec nos partenaires américains mais également en travaillant avec d'autres et il est manifeste que les institutions du XXIème siècle ne seront plus jamais les mêmes par rapport à celles que nous avons au XXème. Le monde a changé et c'est la raison pour laquelle l'Union européenne a d'abord soutenu l'idée qui consiste à travailler avec les économies émergentes. Avec le Président SARKOZY, on l'a dit clairement lors du Sommet de l'ASEM, il y a quelques jours de cela. Nous n'avons pas oublié les plus pauvres du monde, les pays en voie de développement. Ces pays en voie de développement, eux-aussi, souffrent d'ores et déjà des incidences négatives de cette crise et c'est notre devoir d'être à la hauteur de nos engagements vis-à-vis d'eux. Je pense à la sécurité alimentaire, je pense également aux objectifs de développement du millénaire. Je crois qu'il y a là une véritable chance historique et je me réjouis de voir que l'Europe veut saisir cette chance.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Président de la Commission bonjour. 48 heures après l'élection de Barack OBAMA, quel est votre message à Barack OBAMA, l'Union européenne et la France ? Et qu'attendez-vous de la nouvelle administration américaine ? Quelles sont les attentes de l'Union européenne ?

LE PRESIDENT - Le choix qu'a fait le peuple américain remplit de fierté tous les amis des Etats-Unis d'Amérique. Cette Amérique qui s'est exprimée, c'est la grande Amérique, l'Amérique ouverte, généreuse qui a fait le choix de l'avenir, de la diversité, qui a fait un choix dont beaucoup doutaient qu'elle soit capable de le faire et l'Amérique, on l'aime lorsqu'elle est à la hauteur des rêves qu'elle a su inspirer, voilà la réalité des choses. Et qu'est-ce que l'on attend du Président OBAMA ? Qu'il nous aide à mettre davantage de justice dans les affaires du monde, à modifier la gouvernance mondiale, à mettre l'environnement au cœur des priorités du monde, comme l'a très bien dit le Président BARROSO. Qui peut penser que l'on peut faire la révolution de la croissance durable sans les Etats-Unis d'Amérique ? Voilà une première chose que l'on

attend de lui, voilà cette première chose qui me semble capitale : que les Etats-Unis d'Amérique soient au rendez-vous de la préservation de la planète. On attend du Président américain qu'il soit à nos côtés pour que la crise ne sacrifie pas les intérêts des pays en voie de développement les plus pauvres qui vont, eux plus que les autres encore, souffrir de la crise et donc, que nous soyons, avec les Etats-Unis d'Amérique, au rendez-vous des objectifs du millénaire.

Voilà trois chantiers, la réforme de la gouvernance mondiale, la révolution du développement durable, de la croissance verte, le respect des engagements sur les objectifs du millénaire. Voilà ce que souhaite l'Europe. Travailler main dans la main avec les Etats-Unis d'Amérique comme deux alliés, comme deux amis, comme deux partenaires qui portent les mêmes convictions, les mêmes valeurs et qui doivent être à ce rendez-vous là. On a du pain sur la planche et c'est d'ailleurs ce que nous nous sommes dits avec le Président OBAMA hier soir. C'est que l'on avait envie de travailler ensemble, de regarder l'avenir dans la même direction et de bien être conscients de toutes les espérances qui sont levées et qui ne doivent pas être déçues.

QUESTION - Deux questions : je voudrais avoir un peu le détail des délégations qui vont aller au G20. La rumeur dit que la France laisserait son siège à l'Espagne, que vous emmeneriez des Tchèques. Est-ce que Monsieur JUNCKER sera du voyage ? Est-ce que vous pouvez nous préciser cela, si ça a été précisé ?

Deuxième question plus technique, est-ce que dans la réforme que vous appelez de vos vœux, le FMI serait amené à avoir une quelconque surveillance, autorité sur les banques centrales ?

LE PRESIDENT - Je dois comprendre que la première question n'est pas technique... D'abord, sur le rôle du FMI, tout le monde, autour de la table, est conscient qu'il faut repenser les responsabilités des différentes organisations internationales. Le FMI notamment, mais d'autres également, la Banque Mondiale. Comment on doit organiser tout cela dans la multiplicité des organisations internationales qui, en se multipliant, ont perdu de la lisibilité et ont perdu de la force ? Alors, il est trop tôt pour dire l'accord qu'il y aurait sur ce que doit être la bonne réforme du FMI. Pour les uns, il doit être la banque centrale des banques centrales. Pour les autres, il doit disposer d'un fonds d'investissement et de stabilisation important. Pour les troisièmes, il doit mettre en garde les pays qui dériveraient d'une certaine ligne. On ne peut pas conclure les sommets avant qu'ils n'aient eu lieu. Mais il est clair que la question de la responsabilité du FMI sera clairement posée.

Sur les participations, c'est un sujet important. Il ne m'appartient pas seul d'en décider. A partir du moment où l'on réunit le G20, il est certain que plus on est nombreux à Washington, plus on ouvre la boîte de Pandore des participations. Enfin, parlant en mon nom, je veux dire qu'il me semble difficile d'expliquer que la huitième économie du monde, je veux dire l'Espagne, n'a pas sa place dans la réunion des 20 premières économies du monde. Ce n'est pas un problème idéologique, c'est un problème de bon sens. Or, il se trouve que la France ayant deux sièges, l'un au titre du Conseil, l'autre au titre d'Etat membre du G8, cela ne pose donc aucun problème que l'Espagne occupe l'un de ces deux sièges en tant qu'Espagne, sans prendre la place de la France. Je pense que cet argument a été aisément plaidable auprès du Président BUSH, puissance invitante et cela me paraît tout à fait normal et je l'ai d'ailleurs indiqué avec le Président BARROSO aux 27. Parce que nous faisons un travail main dans la main et transparent. Deuxièmement, il reste un certain nombre de problèmes à régler. Celui des Pays-Bas qui, à ma connaissance, sont la 16ème économie du monde. Si l'on parle des 20, la question n'est pas de savoir s'il y a assez d'Européens ou trop d'Européens mais il est question de savoir si les Pays-Bas ont vocation à participer à ce débat. Je suis de ceux qui pensent qu'ils y ont vocation. Le problème n'est pas réglé mais je l'ai dit devant les 27, n'est-ce pas Jose Manuel ? Je plaiderai pour qu'ils puissent y participer. Je n'oublie rien, Monsieur Leparmentier, surtout quand je vous réponds !

S'agissant de l'Eurogroupe, le problème est un peu plus compliqué. Si l'Eurogroupe est seulement la réunion des ministres des Finances, le Sommet de Washington, à ma connaissance, n'est pas une réunion de ministres des Finances. Il n'y a donc pas de raison que le Président des ministres des Finances soit à Washington puisque la présence des ministres des Finances à Washington ne se fera qu'accompagnant les chefs d'Etat et de gouvernement. Si l'Eurogroupe

Washington ne se fera qu'accompagnant les chefs d'Etat et de gouvernement. Si l'Eurogroupe était amené à évoluer, ce que certains en Europe souhaitent, pour devenir une instance, comment dire, de chefs d'Etat et de gouvernement, alors, à l'évidence, la question devra se poser. Donc, tout est une question de conception que l'on a de l'Eurogroupe.

Est-ce que l'on veut lui donner une dimension exclusivement économique et financière ou est-ce que l'on veut lui donner une dimension politique ? A ce moment-là, oui. La question, c'est tout l'avantage de Jean-Claude JUNCKER, à la fois ministre des Finances et chef de gouvernement, qui ne doit pas donc craindre une telle évolution et qui doit, d'ailleurs même, la souhaiter. J'en profite pour dire, contrairement à ce que j'ai lu dans la presse, que je ne demande pas une réunion systématique, avant chaque Conseil, de l'Eurogroupe en formation de chefs d'Etat et de gouvernement. Cela n'aurait, d'ailleurs, aucun sens, aucune utilité. Cela irait d'ailleurs à l'inverse de ce que je souhaite faire. C'est-à-dire que quand il y a un problème grave, il faut que les chefs d'Etat et de gouvernement puissent se retrouver. J'en ai parlé avec Jean-Claude JUNCKER qui est quelqu'un que j'apprécie, qui a une très grande expérience des affaires européennes, qui est très utile, qui a été, d'ailleurs, un homme de consensus et de compromis au bon sens du terme dans toute cette crise. C'est dans ce sens-là qu'il faut évaluer la présence, dans les futurs sommets, de la présidence de l'Eurogroupe en tant qu'institution politique.

Quant à la Présidence de la Commission, le problème ne s'est pas posé puisque la Commission est membre du G8 et le G8 est membre du G20 donc, il n'y a pas de problème.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit qu'il y a une parfaite convergence de vue avec Mme MERKEL. Est-ce que cela concerne aussi le gouvernement économique que vous évoquez ? En deuxième lieu, pour revenir à M. JUNCKER, vous dites aussi que vous voulez qu'on parle des monnaies lors de cette réunion. Est-ce qu'il n'y a pas une certaine incohérence que le représentant actuel de l'Eurozone ne participe pas quand il est question de monnaie ?

LE PRESIDENT - Je dois dire que nous préparons le sommet de Washington avec Mme MERKEL et ses collaborateurs absolument main dans la main. Je ne sais pas quoi faire parce que je vous le dis, vous ne nous croyez pas et pourtant, c'est bien la réalité. Je peux vous dire qu'il n'y a pas l'ombre d'un désaccord sur la préparation du sommet de Washington avec Mme MERKEL et son équipe. D'ailleurs, Angela MERKEL a soutenu le document de la Présidence et a été, à tous les points de la discussion que nous avons eue, un élément qui a poussé dans le sens du consensus. Sur le gouvernement économique, sur le fond il n'y a pas de désaccord. J'ai été très heureux de voir Mme MERKEL qui considérait un, qu'il y a nécessité d'une relance économique, deux, qu'il y a nécessité d'une coordination économique. Je parle sous le contrôle du Président de la Commission. Je ne crois pas travestir la vérité en disant cela. Alors, les mots, en revanche, ont peut être un sens différent d'un côté du Rhin et de l'autre. Je le reconnais bien volontiers. Si par gouvernement économique, on entend Europe fédérale, même politique économique dans chaque pays, ce n'est pas ce que je défends comme idée. Ce n'est pas ce que je porte. Si on entend coordination, pour reprendre l'expression d'Angela MERKEL : boîte à outils, qu'elle avait employée, vous vous en souvenez peut-être, à Colombey, s'agissant de la crise financière. Non il n'y a pas de désaccord. Je sais bien qu'en Allemagne vous êtes en coalition, que le ministre des Finances n'est pas tout à fait du même avis que la Chancelière, qu'il est parfois moins aimable. Mais je ne réponds pas parce que, pour moi, l'amitié entre la France et l'Allemagne doit passer bien au-dessus de ces petites mesquineries.

Un mot sur la monnaie. La monnaie est un point très important et c'est, d'ailleurs, ce qui a amené Gordon BROWN dans notre discussion. Je suis parfaitement d'accord : comment peut-on parler des conséquences financières de la crise sans parler de monnaie, sans parler des rapports entre les monnaies, sans parler du système monétaire, sans parler du fait que nous passons dans un monde, le XXIème siècle, où il n'y aura pas une seule monnaie ? Bretton Woods s'est fait autour d'une seule monnaie, le dollar. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et ce ne doit plus être le cas. Nous sommes bien d'accord sur le fait d'en parler. Sur le Président de l'Eurogroupe, je vous renvoie à la réponse assez précise de M. LEPARMENTIER. Je ne verrais que des avantages à la présence du Président de l'Eurogroupe. Ce qui signifierait, à ce moment-là, que l'Eurogroupe est donc institutionnalisée comme une réunion, de temps à autre, de chefs d'Etat et de

gouvernement puisque la réunion de Washington est une réunion de chefs d'Etat et de gouvernement. Vous voyez, on prend parfois des chemins différents mais on arrive au même résultat !

QUESTION - Première question concernant le fait que Barack OBAMA risque de ne pas être présent à la première réunion même si, effectivement, il sera présent à la seconde. Est-ce que cela ne limite pas sérieusement l'exercice du sommet du G20 de Washington ? Deuxième question : est-ce que vous pensez qu'il est judicieux ou opportun que le G20 lance un appel à une relance du cycle de Doha avec éventuellement le lancement d'une conférence interministérielle avant la fin de l'année ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas, à nous Européens, de décider qui doit être présent. Mais quelle était l'autre solution ? L'autre solution était, on en a parlé avec M. BARROSO, on en a parlé avec le Président BUSH à Camp David, d'attendre l'installation du Président élu. Rappelez-moi : fin du mois de janvier. Je crois que c'est le 20 janvier. Est-ce que vous pensez qu'on pouvait attendre entre le début du mois de novembre, la faillite de Lehman Brothers était le 18 septembre, est-ce que l'on pouvait se permettre d'attendre trois mois que la première puissance économique du monde se dote d'un Président ? Je suis désolé : le monde est multipolaire. Nous ne pouvons pas attendre uniquement les Etats-Unis, dont je suis l'ami, pour agir. On pourrait aussi dire : attendez, l'Allemagne va rentrer en élections, la Grande-Bretagne a des élections. Il y a toujours des élections dans le monde. Donc, le Président OBAMA et le Président BUSH ont des personnes de suffisamment grande qualité pour avoir la responsabilité de penser que ce sont les Etats-Unis d'Amérique travaillant ensemble. J'imagine que les collaborateurs vont s'entremêler et qu'ils trouveront la meilleure solution.

Sur Doha, nous avons tous convenu que le protectionnisme serait une catastrophe et personne, autour de la table européenne, ne veut un retour au protectionnisme. Donc, la relance du processus de l'OMC, on est tout d'accord sur ce que peut représenter un commerce mondial libre comme chance de croissance. Alors, après, il peut y avoir des désaccords et est-ce que, à un moment ou à un autre, il ne faudra pas se poser la question de la réforme des conditions de la négociation d'un accord OMC ? Parce qu'au bout de sept ans, on n'est pas arrivés à un accord. Peut-être qu'il y a un problème de procédure qui se pose.

QUESTION - L'un des principes fondamentaux pour lesquels l'Europe est tombée d'accord aujourd'hui, c'est le principe de la transparence. Or, il y a en Europe et hors de l'Union européenne mais en Europe - je pense à la Suisse -, des pays qui pratiquent le secret bancaire ce qui me paraît, a priori, plutôt contradictoire avec le principe de base de transparence maximale. Est-ce que le secret bancaire, selon vous, est appelé à disparaître ? Est-ce qu'il doit disparaître ? Est-ce qu'il faut mettre en place les éléments pour le faire disparaître dans l'Union européenne et en Europe ?

LE PRESIDENT - A ma connaissance, la Suisse n'est pas encore membre de l'Union européenne. Elle n'est pas signataire de ce texte. J'ai même cru comprendre que chez les autorités suisses, ces questions bancaires avaient pesé dans la volonté, plusieurs fois affirmée, de ne pas intégrer l'Union européenne.

Deuxième remarque sur le secret bancaire : par rapport à qui ? Je suis pour le secret bancaire lorsqu'il s'agit de protéger la vie privée des individus. Chacun a le droit de ne pas voir son compte bancaire livré en pâture. C'est pourquoi, nous avons plaidé pour la transparence, qui va assez loin, notamment sur les paradis fiscaux. Nous ne sommes pas assez naïfs pour dire qu'il ne suffit pas de décider pour supprimer les paradis fiscaux. En revanche, sans doute, pourra-t-on imposer à nos banques que lorsqu'il y a un transfert d'une banque vers un paradis fiscal ou d'un paradis fiscal vers une banque, ce transfert soit indiqué aux autorités de supervision et de contrôle. Donc à la notion de secret bancaire, je préfère la notion de transparence bancaire. Parce que la transparence bancaire implique le refus du secret vis-à-vis des autorités de régulation et de supervision mais garantit le secret pour les particuliers que nous sommes tous. De ce point de vue, je crois qu'il y a un très grand engagement commun, y compris en Europe. Chacun a, me semble-t-il, intégré que ces réserves envers des réglementations plus fortes qui avaient pu

s'exprimer dans le passé n'étaient plus de cité et n'étaient plus d'époque.

QUESTION - Je me demandais, Monsieur le Président, chaque fois, j'ai l'impression que vous saisissez l'occasion, l'opportunité de rappeler au Président polonais le Traité de Lisbonne. Est-ce que vous l'avez fait cette fois-ci ? Est-ce que vous considérez que le Traité a un rôle important dans la réponse des Européens pour la crise ?

Pour les deux Présidents, quelle est votre réaction sur la position des deux Présidents polonais et lituanien qui s'opposent à recommencer les négociations avec la Russie concernant le nouveau partenariat ?

LE PRESIDENT - D'abord, non, je n'ai pas reparlé au Président polonais même si je serai en Pologne le 6 décembre. J'attache un grand prix à ce que le processus de Lisbonne continue. Je ne crois pas qu'une crise institutionnelle amènerait un plus à l'Europe.

S'agissant de la Russie, je vous rappelle que ces négociations n'ont jamais été suspendues. Jamais. Parce qu'en Europe, les mots ont un sens. S'il y avait eu suspension, il aurait fallu une décision unanime du Conseil européen pour les reprendre. Avec le Président BARROSO, nous avons simplement reporté la date. Je veux dire là-dessus les choses de la façon la plus simple. Nous avons demandé aux Russes 4 engagements.

Premier engagement : le cessez le feu. A-t-il été pris ? Oui.

Deuxième engagement : le retrait des forces russes sur les frontières d'avant la crise du 8 août. Est-ce que cela a été respecté ? Oui. Je suis désolé, oui, Madame. Je suis les choses d'assez près.

Troisième engagement : le déploiement des observateurs. Est-ce que les observateurs ont été déployés sur le terrain ? Oui.

Quatrième engagement : l'ouverture de négociations internationales sur le statut futur de l'Abkhazie et de l'Ossétie qui sont aujourd'hui territoires géorgiens. Est-ce que ces discussions sont très difficiles ? Elles ont commencé, dans la difficulté. Oui.

Alors, avec cela, faut-il en plus créer une crise Europe-Russie. Cela ne me semble pas très raisonnable. Pour le reste, j'ai eu l'occasion d'exprimer mes réserves, importantes, sur les dernières déclarations du Président MEDVEDEV sur le déploiement des missiles. J'ajoute que pour faire des réserves et pour manifester des désaccords, mieux vaut se voir pour parler. C'est quand même mieux pour se faire entendre que de s'ignorer et refuser de se parler.

M. BARROSO - J'aimerais dire ce que je dis à la Pologne et à la Lituanie. D'ailleurs, c'est le sens de la communication que la Commission a approuvée. Cette semaine nous faisons une sorte d'audit des rapports avec la Russie et on recommandait aux Etats membres de poursuivre les négociations parce que vous savez que nous avons, nous, reçu le mandat pour la négociation de cet accord avec la Russie. Et ce que je dis à mes amis polonais et lituaniens c'est la chose suivante : c'est mieux pour vous d'avoir une position unie de l'Europe quand elle parle avec la Russie, une position peut être pas à 100% ce que vous auriez aimé, que d'avoir 3 ou 4 positions de l'Europe, quand on parle avec la Russie. Cela est à mon avis le point le plus important pour que l'on puisse comprendre le rapport avec la Russie.

C'est évident, soyons clairs et soyons absolument francs. Entre nous, il y a différentes sensibilités en Europe par rapport à la Russie. Ce serait étrange si tout le monde, si 27 Etats, avec une histoire très différente, avait exactement la même sensibilité. Il y a différentes sensibilités. Mais quel est notre intérêt ? Quel est l'intérêt de la Pologne, de la Lituanie, de la France, du Portugal, de l'Allemagne, de n'importe quel pays ? C'est l'intérêt, quand même, de pouvoir bénéficier de l'apport de l'Union européenne qui, en parlant d'une seule voix avec la Russie a sans doute beaucoup plus d'influence pour défendre ses intérêts, pour promouvoir ses valeurs et aussi pour discuter les questions les plus difficiles. Inclues les questions où nous ne sommes pas d'accord avec les Russes. Il y en a pas mal des questions où nous avons des différences avec nos partenaires russes.

Donc, voilà le message que j'envoie à la Pologne et à la Lituanie. Peut-être ce n'est pas exactement à 100% votre position mais c'est quand même mieux que vous soyez ensemble avec tous les autres Etats membres, que d'avoir une expression où certains feraient des accords la

Russie, les autres ne seraient pas d'accord avec la Russie.

Parce que soyons aussi clairs : s'il n'y a pas une négociation de l'Union européenne dans son ensemble avec la Russie, quelqu'un peut-il penser qu'il y aurait des Etats membres qui n'auraient pas à voir ces négociations ? Est-ce que cela serait dans l'intérêt de la Pologne ou de la Lituanie. ? Avoir des accords bilatéraux d'autres Etats, sans pouvoir avoir un ensemble de ce qui se passe ?

C'est cela le message et c'est très important en terme de message européen. Cela vaut parfois mieux d'avoir une solution qui n'est pas parfaite, plutôt que de ne pas avoir de solution du tout. QUESTION - M. le Président, vous avez parlé de l'inquiétude partagée devant la situation économique. Est-ce que vous avez évoqué les prévisions très pessimistes du Fonds Monétaire International qui ont été publiées hier ? Est-ce que vous ne vous êtes pas étonné de la différence entre ces prévisions-là et celles qui sont faites dans les différents pays européens, qui le sont moins ? Est-ce que vous vous attendez à un dialogue voire une confrontation assez dure avec les Américains lors du Sommet de Washington ? Est-ce que vous allez leur proposer un calendrier de travail pour les mois qui suivront ?

LE PRESIDENT - Les prévisions, cela fait bien longtemps, moi, je ne les commente plus. Ce qui compte dans les prévisions ce n'est pas la décimale, Jean-Marc Sylvestre, c'est la direction dans laquelle elles vont. Toutes les prévisions vont plus ou moins dans le sens d'une crise économique. Il faut en tenir compte. L'Europe doit être réactive. Nous n'avons pas de temps à perdre. Après, faut-il être plus pessimiste, moins pessimiste ? Qu'est ce que cela change ? Tout conduit à l'analyse d'une crise économique. Donc il faut réagir tout de suite. Rapidement et tous les Etats membres sont d'accord.

Avec les Etats-Unis il y aura un dialogue, bien sûr. Confrontation, pourquoi ? Il y a un dialogue, nous venons avec nos convictions. Je ne viens pas participer à un Sommet de mondanités. Les Européens, nous ne nous contenterons pas de quelques principes vagues. Nous proposerons une méthode, un deuxième Sommet, 100 jours pour mettre en oeuvre les décisions de principe qui auront été prises. Cela me paraît un bon accord. Qui ne confond pas vitesse et précipitation. Naturellement on ne peut pas prendre les décisions au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement tout de suite. Surtout sur des matières si techniques. Il nous semble que 100 jours pour faire un nouveau Sommet et pour que ce nouveau Sommet commence par l'analyse de la mise en place des décisions qui ont été prises au premier, c'est une bonne méthode. Nous y allons avec le sens du compromis, avec l'amitié, avec cette amitié historique entre les Etats-Unis et l'Europe mais nous y allons avec nos convictions. Quand même, il ne s'agit pas de désigner des boucs émissaires mais nous savons pourquoi nous nous trouvons là. S'il y en a qui vont l'oublier rapidement, nous, nous n'oublierons pas. La crise est mondiale mais on sait très bien d'où elle est partie. Il ne s'agit pas de désigner un seul coupable et certainement des responsabilités il y en a dans beaucoup d'endroits. Mais, enfin, elle est partie de là-bas.

Donc, la solution doit être trouvée avec eux. Mais on ne fera pas et on n'acceptera pas : « circulez, il n'y a rien à voir ». Une fois la crise un petit peu passée, on fait comme s'il ne s'était rien passé. Cela, je le dis de la façon la plus claire : nous ne pourrions pas l'accepter.

Rien ne me laisse à penser d'ailleurs que c'est l'idée. Mais si jamais cette idée avait effleuré quelque esprit de quelque conseiller, il faut vite qu'il se la retire. Parce que, derrière, il y a le sort de millions de gens. Quand il y a eu la crise que nous sommes encore en train de gérer, les chefs d'Etat et de gouvernement, nous avons assumé les conséquences. Ceux qui ont assumé les conséquences sont en droit, à la table, de dire : nous demandons à être écoutés, entendus et vite. Parce que l'époque où il y avait une monnaie, une direction, une ligne et où on donnait le sentiment de tout savoir, cette époque est terminée. Elle était terminée très exactement le 18 septembre lorsqu'il y a une responsabilité qui a été prise sans nous demander notre avis. De la faillite d'un grand établissement bancaire avec toutes les conséquences en chaîne qui en ont découlé. Je le dis sans être suspect le moins du monde d'autre chose que d'être un ami sincère des Etats-Unis d'Amérique. D'ailleurs le peuple américain, dans son aspiration à la rupture, je pense qu'il a lui aussi reçu le message. Et que, lui aussi, comme les peuples européens, n'accepterait pas qu'on lui explique qu'il ne s'est rien passé.

C'est quelque chose qui est très clair et nous sommes mandatés pour ce message. Alors, après, cela peut prendre différents calendriers, différentes méthodes mais l'objectif est bien celui-là. Mesdames et Messieurs j'ai peur que nous vous lassions M. BARROSO et moi. Nous vous souhaitons une bonne soirée.